1 Emplois réputés non qualifiés et qualification des jeunes

Une analyse des débuts de vie professionnelle[1]

Vanessa di Paola& Stéphanie Moullet***

Résumé

Cet article rend compte de la place prise par l'emploi réputé non qualifié dans les parcours professionnels des jeunes et met l'accent sur les effets de concurrence entre elles et eux selon leur niveau de qualification et ses évolutions au fil du parcours et de l'accumulation d'une expérience professionnelle. Rappelant que le diplôme reste la meilleure protection contre le chômage, on montre, à partir des données de l'enquête Génération 2010 du Céreq, comment le contexte de pénurie d'emploi rencontré par cette cohorte lorsqu'elle entre sur le marché du travail, renforce les effets de concurrence entre jeunes. En effet, celles et ceux non diplômé·e·s peuvent se trouver évincé·e·s des emplois non qualifiés au profit des jeunes diplômé·e·s du secondaire en début de parcours. Après quelques années sur le marché du travail, l'accès à l'emploi qualifié leur reste difficile. Ainsi, alors même que le niveau des diplômes des jeunes ne cesse de s'élever, un contexte économique dégradé a un effet particulièrement délétère sur l'insertion des jeunes sans titre scolaire, pouvant les exclure de l'accès aux emplois, même non qualifiés.

Mots clés

Emploi non qualifié, jeunes, concurrence pour l'emploi, diplôme, début de vie active, emploi, insertion

Abstract

This article deals with the place taken by so-called unskilled employment in the career paths of young people and the effects of competition between them according to their qualification levels and its changes over the course of their career and the accumulation of work experience. Recalling that the diploma remains the best protection against unemployment, we show, using data from the Céreq's Generation 2010 survey, how the context of job shortage faced by this cohort when they enter the labor market, reinforces the effects of competition between young people. Indeed, at the beginning of their career, the non-graduates are crowded out of unskilled jobs in favor young high school graduated. After a few years on the labor market, access to skilled employment remains difficult for them. Thus, even as the level of young people's diplomas is constantly rising, the deteriorated economic environment has a particularly deleterious effect on the integration of young people without qualification, which may exclude them from access to jobs, even unskilled.

Keywords

Unskilled employment, young people, competition for jobs, diploma, beginning of working life, professional integration

* AMU, CNRS, LEST, centre associé Céreq

** AMU, CNRS, LEST, IRT, centre associé Céreq

1 Cette recherche a bénéficié du soutien de l'ANR (ANR-18-CE26-0021) Pour plus d'information, se référer au site du programme de recherche SQUAPIN : [https://squapin.hypotheses.org/].

▶ Introduction

La non-qualification peut s'entendre du point de vue de l'emploi comme de celle des individus. Du premier de ces points de vue, on assiste depuis plusieurs décennie à une recrudescence des emplois non-qualifiés, ayant un statut dégradé, n'offrant que peu de perspectives professionnelles et payés au salaire minimum[2]. En 2020, 18,8 %[3] des emplois occupés sont dits non qualifiés. On sait que ces emplois non qualifiés recrutent massivement des jeunes[4], en particulier les débutant·e·s dont le niveau de formation ne cesse de s'accroître[5]. Ainsi, en 2017, 38 % de la population active occupée âgée de 15 à 24 ans est en emploi non qualifié, soit presque plus du double de l'ensemble des personnes en emploi[6]; au sein de cette classe d'âge, 23,5 % contre seulement 9,4 % pour l'ensemble de la population.

Du côté des individus, la qualification est appréhendée au travers de la réussite dans un parcours de formation, notamment *via* l'obtention d'un diplôme. En 2019, 8,2 % des jeunes (les 18-24 ans) n'ont aucun diplôme ou seulement le brevet des collège. Le dispositif « Génération » du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) confirme enquête après enquête les différences dans les parcours d'insertion entre diplômé·e·s et non diplômé·e·s[7]. Le constat, depuis longtemps unanime, est que la qualification protège du chômage. Et, le diplôme reste le meilleur atout pour accéder à l'emploi, voire « un rempart contre le chômage[8] ». En période de pénurie d'emploi, on assiste à un phénomène d'éviction ou encore de déclassement, largement documenté notamment en France[9] : les jeunes les moins diplômé·e·s sont écarté·e·s des embauches au profit des

2 J. Rose, *Qu'est-ce que le travail non qualifié?*, Paris, La Dispute, coll. « Travail et salariat », 2012, 180 p., ISBN : 978-2-84303-219-6.

3 Selon l'Insee (*Insee Première*, mars 2021).

4 O. Chardon, « Les transformations de l'emploi non qualifié depuis vingt ans », *Insee Première* 796, 2001 juillet ; N. Gadrey, F. Jany-Catrice et M. Pernod-Lemattre, « Les non qualifiés : qui sont-ils ? », in D. Méda éd., *Le travail non qualifié : Permanences et paradoxes*, Paris, *La Découverte*, 2005, p. 242-254

5 C. Beduwe, « Peut-on parler de la relation formation emploi au sein des emplois non qualifiés? » in J.-F. Giret, A. Lopez et J. Rose ed., *Des formations pour quels emplois ?*, Paris, La Découverte, 2005, p. 348-365.

6 S. Beck et J. Vidalenc, « Une photographie du marché du travail en 2017 », 2018, *Insee Première* 1694.

7 Z. Mazari, V. Meyer, P. Rouaud, F. Ryk et P. Winnicki, « Le diplôme : un atout gagnant pour les jeunes face à la crise », *Céreq Bref*, 2011, 283.

8 C. Barret, Dupray A., « Une progression contrastée des salaires en 20 ans, source de réduction des inégalités », in *20 ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanences et évolutions*, T. Couppié, A. Dupray, D. Epiphane et V. Mora (coord.) Cereq, Essentiels, 1, 2018, p. 71-77.

9 J. Affichard, « Quels emplois après l'école : la valeur des titres scolaires depuis 1973 », *Économie et statistique* 134, 1981, p. 7-26 ; Y. Fondeur et C. minni, « Le déclassement à l'embauche des jeunes », *Rapport pour le Commissariat* général du Plan, 1999, IRES.
G. Forgeot, J. Gautie, « Insertion professionnelle des jeunes et processus de déclassement », *Économie et statistique*, *304*(1), 1997, p. 53-74 ; V. Di Paola, S. Moullet et J. Vero, « Le déclassement dans les fonctions publiques d'état et territoriales », 2005, in J.-F. Giret, A. Lopez et J. Rose (dir.), *Des formations pour quels emplois ?*, Paris, La Découverte, p. 314-333.
V. Di Paola et S. Moullet, « Peut-on en finir avec le déclassement? Evolution du déclassement dans la fonction publique en début de carrière », *Formation-Emploi* 118, 2012, p. 83-101, [http://www.cairn.info/revue-formation-emploi-2012-2.htm].
V. Di Paola et S. Moullet, « Femmes et fonction publique : un risque calculé de déclassement ? », *Travail et Emploi* 120, octobre-décembre 2009.

plus diplômé·e·s. Ces dernier·ères sont poussé·e·s à se déclasser en se reportant sur des emplois de niveau de qualification moindre à celui auxquels ils et elles pourraient prétendre. Cet effet domino pour accéder à l'emploi conduit à parler de « tyrannie du diplôme[10] ». En conséquence, alors même que le niveau des diplôme des jeunes ne cesse de s'élever, un contexte économique dégradé a un effet particulièrement délétère sur l'insertion des jeunes sans titre scolaire, pouvant les exclure de l'accès aux emplois, même non qualifiés.

Cet article s'inscrit dans la continuité de nos travaux sur les jeunes dépourvu·e·s de diplôme d'une part[11] et celles et ceux « trop doté·e·s » d'autre part[12]. En effet, nous étudions la mise en concurrence des jeunes, selon leur qualification, pour occuper les emplois peu qualifiés, dans un contexte où la part des jeunes qualifié·e·s est supérieure aux possibilités d'absorption en emplois qualifiés. L'objet est ici d'éclairer, au fil des années, la place de l'emploi dit non qualifié dans les parcours professionnels et les effets de concurrence entre jeunes sans diplôme et celles et ceux diplômé·e·s de l'enseignement secondaire pour l'occupation des emplois réputés non qualifiés. Grâce aux sept années d'observation en début de vie active de l'enquête Génération 2010 mobilisée, nous nous intéressons à l'évolution de cette concurrence au fil de l'accumulation d'expérience professionnelle.

Le premier temps de cet article interroge la notion de qualification de l'emploi ou des personnes[13].

Le deuxième temps décrit la manière dont la qualification est saisie[14] à partir des données mobilisées. Il donne à voir ce que représente l'emploi non qualifié dans les parcours professionnels des débutant·e·s et le niveau de qualification des jeunes qui se trouvent dans ces emplois.

Dans le troisième temps de l'analyse, une fois identifié ce que l'emploi non qualifié représente au cours des premiers années de vie active, nous cherchons à savoir ce que sont les alternatives à cet emploi selon la qualification des jeunes. Pour les plus diplômé·e·s, l'emploi non qualifié est-il l'alternative majeure à l'emploi qualifié en période de pénurie d'emploi ? La conséquence est-elle que pour les moins qualifié·e·s, le chômage devient l'alternative à l'emploi non qualifié ? Qu'en est-il après en début de vie professionnelle et après quelle année

10 V. Di Paola, P. Mehaut, S. Moullet, « Entrée dans la vie active et débuts de carrière : entre effets conjoncturels et évolution des normes d'emploi. Comparaison sur cinq cohortes d'entrants sur le marché du travail », *Revue Française de Socio-Économie* 20/1, 2018, p. 235-258.

11 V. Di Paola, S. Moullet, Quel rôle pour le marché du travail local sur le risque de décrochage scolaire?. *Formation emploi* 4, 2018, p. 95-116.

12 V. Di Paola, S. Moullet, « Le déclassement : un phénomène enraciné », in *20 ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanences et évolutions*, T. Couppié, A. Dupray, D. Épiphane et V. Mora (coord.) Cereq, *Essentiels* 1, 2018, p. 79-84.

13 J. Rose, « Travail sans qualité ou travail réputé non qualifié ? », *Le travail non qualifié, permanences et paradoxes*, Paris, La Découverte, coll. « Recherche », 2004.

14 G. Burnod et A. Chenu, « Employés qualifiés et non qualifiés : une proposition d'aménagement de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles », *Travail et emploi* 86, p. 87-105 ; O. Chardon, 2001, cf. *infra*.

d'expérience ? À l'aide d'un modèle économétrique, on interroge alors les risques relatifs des jeunes, selon leur niveau de formation, d'être en emploi non qualifié, en emploi qualifié ou hors de l'emploi après trois ans et sept ans de vie active. À ces deux moments du parcours professionnel, l'absence de qualification ou la faible qualification des jeunes les conduit-elle à être relégué·e·s au chômage, alternative principale à l'emploi non qualifié qui serait pourtant leur destination « naturelle » ?

La (non)qualification en question

Au-delà des débats sur l'existence de la polarisation[15] ou non de l'emploi[16], la notion même de (non)qualification doit être définie pour pouvoir être identifiée et mesurée. Ainsi, un certain nombre de travaux explorent les dimensions de ce qu'est la qualification[17]. Déjà en 1978, Goy propose de distinguer la qualification de l'emploi, de celle de l'individu, mais aussi la qualification salariale[18]. Cette définition ternaire de la qualification par la suite s'est imposée, Burnod et Chenu (2001) parlant par exemple de « triangle de la qualification ». La caractérisation de la qualification de l'emploi repose généralement sur la nomenclature des Professions et catégories sociales (PCS), mais Rose (2005) propose de retenir également la nature du contrat et la durée de travail. Le salaire permet de définir la qualification salariale et enfin le diplôme (en avoir ou pas, niveau et spécialité), la qualification de l'individu.

Les dernières décennies ont vu la congruence de ces trois dimensions se déliter, Gadrey *et al.*, (2005) soulignant la discordance croissante entre les trois pôles du « triangle de la qualification ». Cette non-correspondance a aussi été mise en évidence par Colin et Ryk (2005) sur les données d'insertion issues de l'enquête Génération 1998 du Céreq. En conséquence, il n'y a plus nécessairement appariement entre le niveau de qualification de l'emploi et de l'individu, en témoigne le phénomène de déclassement des jeunes que di Paola et Moullet (2018b) qualifient d'enraciné.

Le contexte de pénurie d'emploi et d'afflux de diplômé·e·s y compris sur des postes peu qualifiés a pour conséquence la persistance d'un chômage élevé pour les non diplômé·e·s[19]. Ainsi, dans cette

15 On entend pas polarisation le déclin de la part des emplois situés au milieu de la distribution des qualifications (employés et ouvriers qualifiés) au profit à la fois des plus qualifiés (cadres et professions intermédiaires) et des moins qualifiés (ouvriers et employés peu qualifiés).

16 D. Goux et É. Maurin, « Forty Years of Change in Labour Supply and Demand by Skill Level Technical Progress, Labour Costs and Social Change », *Économie et Statistique* 510(1), 2019, p. 131-147 ; C. Jollly et C. Dherbecourt, « Polarisation du marché du travail : y-a-t-il davantage d'emplois peu qualifiés ? », *France Stratégie, Note d'analyse* 98, 2020, décembre.

17 J. Rose (2005) cf. *infra* ; Gadrey *et al.*, 2005, cf. *infra*.

18 La qualification de l'emploi est définie comme « les savoir-faire et connaissances nécessaires pour un occuper cet emploi » ; celle de l'individu comme « la résultante des savoir-faire et connaissances acquis soit par la formation, soit par l'expérience professionnelle » ; enfin, la qualification salariale renvoie à « la qualification officiellement portée sur le bulletin de paie qui peut avoir des rapports plus ou moins étroits avec la qualification de l'emploi ou la qualification de l'individu selon l'état des rapports de forces entre employeurs et salariés principalement » (Goy, 1978, p. 122).

19 D. Goux et É. Maurin, 2019, cf. *infra*.

concurrence pour l'emploi, le diplôme joue un rôle de filtre[20]. En effet, il est, en particulier en début de vie active, le critère de classement majeur dans la file d'attende des emplois. De ce fait, les jeunes titulaires d'un diplôme diminuent leur prétention professionnelle en même temps que les employeur·e·s choisissent les mieux placé·e·s dans la file d'attente. En conséquence, la qualification des individus est de moins en moins en adéquation avec la qualification des emplois. Dans un certain nombre de cas, les plus qualifié·e·s occupent des emplois peu, voire, non qualifiés, quand des moins qualifié·e·s sont relégué·e·s vers le chômage. Plus largement, parmi les jeunes, le niveau de diplôme opère un partage entre celles et ceux pour qui les emplois non qualifiés représentent des portes d'entrée sur des marchés internes – ce qu'on peut appeler des emplois de passage – et celles et ceux dont le niveau de formation est trop faible pour envisager un parcours ascendant[21], l'emploi non qualifié étant alors un emploi d'ancrage. Minni (2004) met en évidence sur la période 1982-2002, à la fois une tendance à la hausse des diplômé·e·s parmi les nouvelles et nouveaux embauché·e·s dans les professions non qualifiées mais aussi que la phase d'insertion est celle au cours de laquelle la transition vers l'emploi qualifié est la plus fréquente. De plus, si une conjoncture dégradée accroît le poids de l'emploi non qualifié chez les débutant·e·s, la transition vers l'emploi qualifié est moins fréquente du fait des moindres possibilités de reclassement et de promotion. Pour autant, avec l'ancienneté sur le marché du travail, la part de l'emploi non qualifié diminue par reclassement pour les plus diplômé·e·s. Dans le même sens, Béduwé (2005), à partir de l'analyse de trajectoires individuelles d'insertion, met en évidence des usages des emplois non qualifiés d'autant plus « valorisés » que les jeunes sont titulaires d'une qualification.

Enfin, Gadrey *et al.*, (2005) montrent que si les emplois non qualifiés sont plus souvent occupés par des personnes moins diplômées que celles occupant des emplois qualifiés, il n'en reste pas moins que la part des personnes non diplômées y a fortement régressé. Au-delà de la qualification des individus, les emplois non qualifiés par rapport à ceux qualifiés sont en moyenne davantage exercés par des jeunes, des femmes et des étrangers. Ils sont plus souvent concernés par une forme particulière d'emploi, en particulier le temps partiel, et plus souvent dans le secteur tertiaire (en lien avec le poids du service personnel et domestique, du commerce de détail, de l'hôtellerie-restauration). Un mouvement de recomposition de l'emploi non qualifié a opéré ces dernières décennies avec la forte tertiarisation des emplois : on assiste à une hausse des effectifs d'employé·e·s non qualifié·e·s en parallèle d'une réduction de ceux des ouvrières ou ouvriers non qualifié·e·s.

20 C Thurow Lester., *Generating inequality*, New York, Basic Books, 1975.

21 T. Amosse, C. Perraudin, H. Petit, « Mobilité et segmentation du marché du travail : quel parcours professionnel après avoir perdu ou quitté son emploi ? », *Économie et statistique* 450, 2011, p. 79-105.

L'emploi dit non qualifié et la qualification de celles et ceux qui les détiennent – Statistiques à partir des données d'enquête d'insertion

Les données mobilisées sont issues de l'enquête Génération 2010 du Céreq dont l'un des atouts pour étudier les emplois non-qualifiés est de disposer d'informations sur les trois pôles de la qualification, celui de l'emploi, de l'individu et du salaire.

Il s'agit de la sixième enquête d'un dispositif mis en place depuis 1998 visant à étudier l'accès à l'emploi des jeunes sortis du système éducatif la même année, quel que soit leur niveau de formation. L'interrogation rétrospective de quelques 8 900 jeunes est représentative des 708 000 ayant quitté pour la première fois le système éducatif en 2010. L'enquête conduite une première fois en 2013, est reconduite en 2017 de sorte qu'elle porte sur les sept premières années qui suivent leur sortie de formation initiale. Elle recueille des informations sur leurs caractéristiques socio-démographiques, leurs parcours scolaires et leurs trajectoires sur le marché du travail.

La non-qualification de l'emploi est appréhendée *via* l'occupation par les jeunes de positions basses dans les hiérarchies des emplois, repérées par la nomenclature des PCS qui permet de distinguer les professions d'ouvrières ou ouvriers non qualifié·e·s mais pas celles d'employé·e·s non qualifié·e·s. Ici, la qualification des employé·e·s retenue est celle de Chardon (2001)[22].

La qualification des individus, quant à elle, renvoie à sa dimension scolaire appréhendée par le plus haut niveau de diplôme. Si le fait de détenir un diplôme est synonyme de qualification, l'absence de certification ne vaut pas l'absence de qualification. On distingue ainsi, parmi les jeunes non diplomé·e·s, celles et ceux réputé·e·s non qualifié·e·s, de celles et ceux dit·e·s qualifié·e·s : sont considéré·e·s sortant sans qualification, les jeunes qui ont interrompu leur scolarité au collège ou avant l'année terminale du cycle de CAP-CEP ou de baccalauréat dans lequel elles et ils sont inscrit·e·s et par complément, les jeunes sorti·e·s en année terminale sans diplôme sont non diplômé·e·s qualifié·e·s.

Si les phénomènes de file d'attente pour l'emploi et le déclassement qui en découle peuvent conduire les jeunes diplômé·e·s à occuper des emplois non qualifiés, la mise en concurrence sur ces postes s'amenuise au fur et à mesure que la qualification des jeunes augmente.

Aussi, jusqu'à quel niveau de diplôme, la concurrence est-elle statistiquement pertinente ? Au sein de la cohorte de débutant·e·s (cf. tableau 1), après trois ans de vie active, 86 % des jeunes en emploi non qualifié ont au plus un baccalauréat (90 % après sept ans).

Ainsi, l'emploi non qualifié ne recrutant que marginalement au-delà du bacca-

22 « Les professions exercées en grande proportion par des personnes possédant un diplôme de la même spécialité que leur profession sont considérées comme des professions qualifiées » (Chardon, 2001, cf. *infra*, p. 4).

lauréat, on choisit de limiter la population d'analyse dès la section suivante à celle des jeunes non qualifié·e·s mis en concurrence avec les jeunes qualifié·e·s du secondaire.

Tableau 1. Emploi non qualifié et qualification des jeunes

Plus haut diplôme	Ensemble	Emploi non qualifié en 2013	Emploi non qualifié en 2017
non diplômé·e non qualifié·e	8	10	13
non diplômé·e qualifié·e	9	12	15
cap-bep-mc	15	29	31
bac pro	14*	18*	18*
bac techno	6	7	7
bac général	9	10	6
bts dut	11	7	6
bac+2/3 santé, social	4	0	0
licence pro	3	2	1
licence générale et bac+4	5	3	2
bac+5	10	2	1
grandes écoles, écoles de com - ing - doctorat	6	0	0
Total	100	100	100
Effectifs	8882	757	785

Champ : ensemble des jeunes.
Lecture : À la sortie du système éducatif, 14 % des jeunes sont titulaires d'un bac professionnel ; parmi les jeunes en emploi non qualifiés après trois ans de vie active (en 2013), 18 % sont titulaires de ce diplôme ; parmi les jeunes en emploi non qualifiés après sept ans de vie active (en 2017), 18 % sont titulaires de ce diplôme.
Source : Génération 2010 à 7 ans.

Parmi l'ensemble des jeunes en emploi non qualifié, le poids de celles et ceux sans diplôme, qualifié·e·s ou non, croît entre la troisième et la septième année de vie active (passant de 22 % à 28 %) mais aussi pour les titulaires de CAP-BEP (de 29 à 31 %). En revanche, les poids de l'ensemble des autres niveaux de formation sont stables, à l'exception de celui des bac généraux, seul niveau à régresser (passant de 10 % à 6 %).

Les jeunes sans diplôme, celles et ceux avec un CAP-BEP ou un baccalauréat professionnel sont sur-représenté·e·s dans l'emploi non qualifié tout au long de la période observée (relativement à leur poids dans l'ensemble de la cohorte). Cette sur-représentation est la plus nette pour les titulaires de CAP-BEP, jusqu'à deux fois plus nombreux en emploi non qualifié que dans l'ensemble de la cohorte après sept ans de vie active.

On s'intéresse ici à ce que représente l'emploi non qualifié pour la cohorte de débutant·e·s au fil des années d'expé-

rience, quelle que soit la qualification des jeunes qui les occupent.

Après trois ans de vie active, 10 % de la cohorte est en emploi non qualifié, ce qui représente 15 % des jeunes en emploi. Parmi ces emplois, 6 sur 10 correspondent à des employé·e·s non qualifié·e·s, confirmant le poids prépondérant des employé·e·s plutôt que des ouvrières ou ouvriers au sein de cette catégorie (cf. tableau 2). En 2017, soit sept années passées depuis la fin des études, ces proportions sont quasi inchangées. La stabilité du poids de l'emploi non qualifié entre ces deux dates ne signifie pas qu'il n'y a pas ou peu de mobilité mais seulement que les mouvements de main d'œuvre ne modifient guère ce poids global en quatre ans.

Tableau 2. Part de l'emploi non qualifié parmi l'ensemble de la génération et parmi l'ensemble de la génération en emploi

	2013	2017
Emploi non qualifié dans l'ensemble de la Génération	10*	11*
Ouvrier ou ouvrière non qualifié·e	3	4
Employé·e non qualifié·e	7	7
Emploi non qualifié parmi les jeunes en emploi	15**	14**
Ouvrier ou ouvrière non qualifié·e	5	5
Employé·e non qualifié·e	10	9

Champ : ensemble des jeunes / ensemble des jeunes en emploi.
Lecture : (*) Parmi l'ensemble des jeunes sorti·e·s du système éducatif en 2010, 10 % occupent un emploi non qualifié en 2013 et 11 % en 2017. (**) Parmi l'ensemble des jeunes sorti·e·s du système éducatif en 2010 et en emploi en 2013 (resp.2017), 15 % (resp 14 %) occupent un emploi non qualifié.
Source : Génération 2010 à 7 ans. Données pondérées.

Pour saisir les mouvements de main d'œuvre entre 2013 et 2017, l'entrée par niveau de qualification individuel devient pertinente : qui en termes de diplôme ou d'absence de diplôme et de qualification occupe ces emplois non qualifiés aux différents moments de la trajectoire professionnelle ? Quelles situations alternatives à ces types emplois occupent les jeunes selon leur niveau de qualification ?

Les emplois non qualifiés plutôt que quoi ?

Qui sont les jeunes en emplois non qualifiés ?

Comme Colin et Ryk (2005) l'ont montré pour la génération 1998, les pôles de la non-qualification ne sont pas congruents. Ainsi, la non-qualification des emplois ne va pas de pair avec la non qualification des jeunes : des

emplois non qualifiés sont détenus par des jeunes qualifié·e·s et des jeunes non qualifié·e·s occupent des emplois qualifiés. En outre, l'alternative à l'emploi non qualifié peut aussi être la situation de non-emploi. Ces alternatives varient sensiblement selon le niveau de qualification des individus, à la fois selon leur nature et leur ampleur.

Ainsi, en 2013, le non-emploi est l'alternative principale pour les jeunes non diplômé·e·s, qualifié·e·s ou non, alors que c'est l'emploi qualifié pour l'ensemble des titulaires d'un diplôme (cf. graphiques 1).

Plus précisément, parmi les jeunes non diplômé·e·s non qualifié·e·s, l'emploi non qualifié constitue la situation la moins fréquente après trois ans de vie active à hauteur de 16 %, contre 23 % en emploi qualifié et plus de la moitié en non-emploi (61 %, cf. tableau A.1 en annexe). La situation est proche pour les jeunes non diplômé·e·s qualifié·e·s (resp. 14 % en emploi non qualifié, 25 % en emploi qualifié et 61 % en non-emploi).

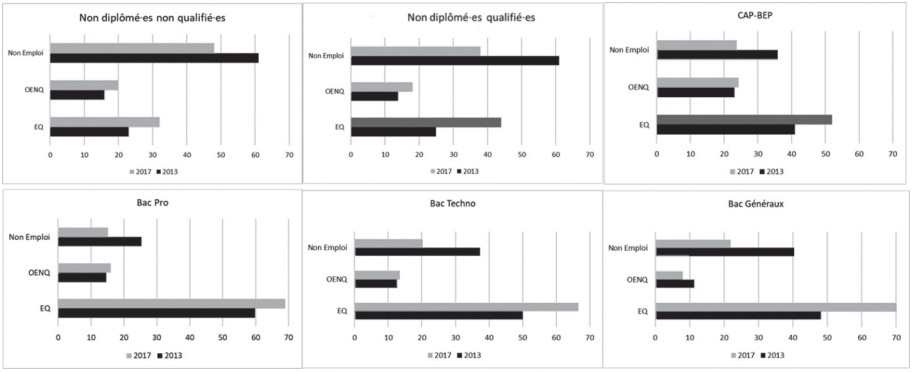
Si le poids de l'emploi qualifié peut surprendre pour ces jeunes non diplômé·e·s, les caractéristiques de ces emplois témoignent de leur moindre qualité relativement aux emplois qualifiés détenus par les jeunes diplômé·e·s du secondaire : plus souvent des statuts précaires (contrats aidés, intérim) dans la fonction publique ou du non salariat, des temps partiels assortis de salaires inférieurs.

Ces jeunes non diplômé·e·s non qualifié·e·s subissent une forme d'éviction de l'emploi non qualifié en début de vie active par les titulaires de CAP-BEP (23 % sont en emplois non qualifiés en 2013) mais aussi de baccalauréat, qui les relèguent en non-emploi. Témoin de cette relégation, la composition de l'emploi non qualifié en 2013 : on y retrouve 35 % de titulaires d'un baccalauréat et 29 % d'un CAP-BEP contre seulement 22 % de non diplômé·e·s qualifié·e·s ou non (cf. tableau 1).

Après sept ans de vie active, c'est seulement pour les bachelières et bacheliers généraux que le poids des emplois non qualifiés diminue (à hauteur de 30 %) alors qu'il augmente significativement pour les non diplômé·e·s qualifié·e·s ou non (+ 29 % et 25 %, cf tableau A.2 en annexe). Les CAP-BEP continuent à être les plus nombreux en emploi non qualifié. L'alternative « non-emploi » à l'emploi non qualifié perd de son importance pour l'ensemble des jeunes, mais elle reste la situation dominante pour les non diplômé·e·s non qualifié·e·s (48 %). *A contrario*, pour les non diplômé·e·s qualifié·e·s, c'est l'emploi qualifié qui devient la situation la plus fréquente (+76 % de son poids entre les deux dates) même si son ampleur reste modeste (44 %) comparée à ce qu'elle est pour les bachelières et bacheliers (autour de 70 %).

Pour autant, la qualité de ces emplois reste moindre au regard de celle des emplois occupés par les diplômé·e·s.

Graphiques 1. Évolution entre 2013 et 2017 des situations sur le marché du travail par niveau de qualification des jeunes



Champ : ensemble des jeunes – Source : Génération 2010 à 7 ans.

Occuper un emploi qualifié plutôt que non qualifié ou plutôt qu'être hors de l'emploi : quels déterminants individuels ?

Pour étudier le rôle de la qualification de l'individu dans l'occupation ou non d'emploi non qualifié, on conduit ici des analyses toutes choses égales par ailleurs. Parce que l'alternative à l'emploi non qualifié peut être pour certain·e·s l'emploi qualifié et pour d'autres le non emploi, des modèles logistiques multinomiaux sont estimés pour identifier les facteurs explicatifs de ces alternatives (emploi non qualifié, emploi qualifié, chômage, inactivité ou formation et reprise d'études) en 2013 et 2017 et notamment évaluer le rôle de la (non)-qualification des jeunes. Cette méthode d'analyse économétrique permet de mettre en évidence l'effet propre de chaque caractéristique des jeunes, les unes indépendamment des autres, sur les probabilités d'occuper un emploi qualifié ou être hors de l'emploi plutôt qu'en emploi non qualifié, et ce aux deux moments de leur vie professionnelle : après trois ans d'expérience et après sept ans. Les résultats figurent dans le tableau A.3 en annexe.

En début de vie active, dans un contexte de sévère pénurie de l'emploi en 2013, les plus qualifié·e·s ont moins pour première option d'occuper un emploi qualifié et peuvent soit opter pour l'attente au chômage soit se reporter sur l'emploi non qualifié, disposant ainsi d'un certain pouvoir d'agir. Ce faisant, les jeunes moins qualifié·e·s risquent de se voir reléguer au chômage, alternative principale à l'emploi non qualifié qui serait pourtant leur destination « naturelle ».

En 2013 comme en 2017, toutes choses égales par ailleurs, la qualification des jeunes joue bien un rôle différencié dans les alternatives à l'emploi non qualifié (cf. tableau A.3 en annexe).

En premier lieu, avoir un baccalauréat, quel qu'il soit, plutôt qu'un CAP-BEP contribue à accroître les chances d'être en emploi qualifié, mais aussi au chômage plutôt qu'en emploi non qualifié. De l'autre côté de l'échelle des qualifications scolaires, les non-diplômé·e·s, qualifié·e·s ou non, n'ont ni plus ni moins de chance que les CAP-BEP d'être en emploi qualifié plutôt que non qualifié. En revanche, si en 2013, seuls les non diplômé·e·s qualifié·e·s ont un risque relatif plus grand que celui de CAP-BEP d'être au chômage plutôt qu'en emploi non qualifié, en 2017 c'est au tour des non diplômé·e·s non qualifié·e·s de voir ce risque relatif devenir plus grand.

En 2013, du chômage ou de l'emploi qualifié, c'est cette dernière alternative qui est la plus probable pour les bachelières et bacheliers. Pour les non diplômé·e·s qualifié·e·s, l'alternative la plus probable est le chômage et pour les non diplômé·e·s non qualifié.es, il n'y a pas d'alternative que se distingue de celles des CAP-BEP.

En 2017, l'alternative chômage est la plus probable pour les non diplômé·e·s non qualifié·e·s et aucune ne se distingue (toujours relativement aux alternatives des CAP-BEP) pour les non diplômé·e·s qualifié·e·s.

Au-delà de ces alternatives entre emploi et chômage, celle du retour en formation ou l'inactivité est la plus importante, en termes de chances relatives, pour les jeunes qui soit se sont interrompus en classe terminale du cycle de formation dans lequel elles ou ils étaient engagé·e·s (les non diplômé·e·s qualifié·e·s) soit dont le parcours attendu aurait été la poursuite diplômante dans l'enseignement supérieur (les baccalauréats technologiques et généraux).

Pour les autres caractéristiques de la qualification des jeunes, celles du parcours antérieur sur le marché du travail jouent aussi un rôle significatif. En effet, si ce parcours a été marqué par du temps passé au chômage pour accéder à un premier emploi ou dans la suite de la trajectoire, alors, relativement à l'emploi non qualifié, les chances d'être au chômage sont accrues et celles d'être en emploi qualifié sont amoindries. Ce résultat perdure avec après sept ans de vie active. Le nombre de séquences d'emploi connues antérieurement, synonyme de trajectoire chaotique, réduit les chances d'être en emploi qualifié plutôt que non qualifié en début de vie active (2013) et augmente le risque d'être au chômage quatre ans plus tard.

Par ailleurs, être une femme, à formation contrôlée, réduit le risque d'être au chômage en 2013 mais devient sans effet sur cette alternative en 2017. Les femmes sont pénalisées pour accéder à l'emploi qualifié, plutôt que non qualifié, aux deux dates d'observation. Ces résultats font écho à ceux déjà mis en évidence par di Paola *et al., (2018)* et confirment l'hypothèse de ségrégation sexuée[23]. Ainsi, le risque de chômage des femmes plus faible tient à leur moindre sensibi-

23 J. Rubery, A. Rafferty, « Women and recession revisited », *Work, employment and society* 27(3), 2013, p. 414-432 ; C. Fagan, D. Grinshaw, J. Rubery, M. Smith, *Women and European employment*, Routledge, London, 1997.

lité à la crise, dont les effets s'estompent en 2017. Cela tient à la fois aux secteurs d'activité et aux formes plus flexibles d'emploi dans lesquelles elles sont confinées, les rendant plus attractives. Pour autant, cela ne les conduit pas à accéder à des emplois qualifiés.

Les origines sociales et géographiques, quant à elles, n'ont de rôle véritablement significatif. Mais rappelons que les origines sociales jouent un rôle structurant en amont dans les choix d'orientation, les chances de poursuivre des études et de les réussir. Les spécialités de formation ne jouent qu'en tout début de vie active et les spécialités de formation générale augmentent le risque de chômage et diminuent les chances d'être en emploi qualifié. Quant au rôle de l'apprentissage, il favorise l'accès à l'emploi qualifié en 2013 comme en 2017.

▶ Conclusion

Dans un contexte conjoncturel particulièrement dégradé, l'emploi non qualifié ne représente finalement qu'un poids modéré dans l'ensemble de la cohorte d'entrant·e·s sur le marché du travail avec seulement 15 % des jeunes en emploi en 2013.

Le poids global de l'emploi non qualifié se révèle constant entre les troisième et septième année de vie active, mais la composition de ces emplois se modifient : le poids des jeunes non diplômé·e·s ou titulaires d'un CAP-BEP augmente au fil du temps, passant de 51 % en 2013 à 59 % en 2017.

On constate que l'emploi non qualifié est la situation sur le marché du travail la moins fréquente aux deux dates et pour tous les niveaux de qualification des jeunes. Pour autant, en centrant l'analyse sur les jeunes sorti·e·s du système éducatif avec au plus un baccalauréat, on montre que la non-qualification de l'emploi ne va pas systématiquement de pair avec la non qualification des jeunes, confirmant la non congruence de ses différents volets comme mis en évidence par Gadrey *et al. (2005)*.

Pour les jeunes diplômé·e·s, avec un baccalauréat ou un CAP-BEP, il n'est pas surprenant de constater que la situation la plus fréquente est celle de l'emploi qualifié. En revanche, pour les non diplômé·e·s, qu'ils ou elles aient ou non atteint l'année terminale de leur cursus, en 2013, c'est le chômage qui est la situation la plus fréquente, de telle sorte qu'il y a bien une forme d'éviction de ces jeunes de l'emploi non qualifié. Cela se traduit par une relégation des non diplômé·e·s vers le non-emploi, relégation qui dure en 2017 essentiellement lorsqu'à cette absence de diplôme s'ajoute une absence de qualification. Ainsi à partir d'une cohorte plus récente et dans un contexte économique plus défavorable, nos résultats confirment que les jeunes sans qualification sont écartés de l'accès « aux seuls emplois où ils peuvent candidater[24] ».

La question immédiatement associée porte sur la durée de cette relégation ; il s'agit donc de s'interroger sur le caractère transitoire de l'emploi non qualifié

24 C. BEDUWE, 2005, cf. *infra*, p. 363.

en début de vie professionnelle et ses déterminants. Dans quelle mesure la détention d'un emploi dit non qualifié au terme quelques années d'expérience est-elle notamment déterminée par le fait d'avoir connu préalablement un emploi de ce type, plutôt qu'un emploi qualifié ? Une autre recherche est donc de traiter de la question suivante : les emplois non qualifiés sont-ils des emplois de passage ou ancrent-ils durablement certain·e·s jeunes dans la non-qualification ?

Bibliographie

BURNOD Guillaume et CHENU Alain, « Employés qualifiés et non qualifiés : une proposition d'aménagement de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles »,*Travail et emploi* 86, 2001, p. 87-105.

COLIN Thierry et RYK Gaël, « Quelles mesures de la non-qualification ? », in D. MÉDA et F. VENNAT éd., *Le travail non qualifié : Permanences et paradoxes*, Paris, La Découverte, 2005, p. 242-254.

Di PAOLA Vanessa et MOULLET Stéphanie « Le déclassement : un phénomène enraciné », in *20 ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanences et évolutions*, COUPPIÉ T., DUPRAY A., ÉPIPHANE D. et MORA V. (coord.) Cereq, Essentiels 1, 2018b, p. 79-84.

GADREY Nicole, Florence JANY-CATRICE et PERNOD-LEMATTRE Martine, « Les non qualifiés : qui sont-ils ? », in D. MÉDA VENNAT éds, *Le travail non qualifié : Permanences et paradoxes*, Paris, La Découverte, 2005, p. 242-254.

GOY Alain, « Examen des facteurs d'évolution à long terme des qualifications », in *Commissariat Général du Plan, La Qualification du travail : de quoi parle-t-on ?*, La Documentation française, 1978, Paris, p. 105- 156.

MINNI Claude, « Participation des jeunes actifs à l'emploi non qualifié, diplôme et conjoncture », in D. MÉDA ET F. VENNAT éds, *Le travail non qualifié, permanences et paradoxes*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2005, p. 208-223.

▶ ANNEXES

Tableau A.1. Situation à 3 ans par niveau de qualification des jeunes

Plus haut diplôme	Emploi qualifié	Employé·e non qualifié·e	Ouvrier·ère non qualifié·e	Emploi non qualifié	Chômage	Inactivité	Formation ou reprise d'études	Total
non diplômé·e NQ	23	8	8	16	38	15	9	100
non diplômé·e Q	25	9	5	14	44	6	12	100
cap-bep-mc	41	14	9	23	25	4	6	100
bac pro	60	10	5	15	18	1	6	100
bac techno	50	10	3	13	18	4	16	100
bac général	48	9	2	11	12	4	25	100
Ensemble	41	11	5	16	26	5	12	100

Champ : jeunes sortis du système éducatif en 2010 – Source : Génération 2010 à 7 ans

Tableau A.2. Situation à 7 ans par niveau de qualification des jeunes

Plus haut diplôme	Emploi qualifié	Employé·e non qualifié·e	Ouvrier·ère non qualifié·e	Emploi non qualifié	Chômage	Inactivité	Formation ou reprise d'études	Total
non diplômé·e NQ	32	9	11	20	34	8	6	100
non diplômé·e Q	44	12	6	18	27	6	4	100
cap-bep-mc	52	15	9	24	17	5	2	100
bac pro	69	11	5	16	11	2	2	100
bac techno	67	10	3	13	12	4	4	100
bac général	70	6	2	8	11	5	6	100
Ensemble	56	11	6	17	18	5	4	100

Champ : jeunes sortis du système éducatif en 2010 – Source : Génération 2010 à 7 ans

Tableau A.3. Modèles *logit* Multinomiaux
Situations sur le marché du travail en 2013 et en 2017

	2013	2017
Emploi qualifié		
Non diplômé·e·s non qualifié·e·s	0.0178	-0.0603
Non diplômé·e·s qualifié·e·s	-0.0286	0.102
CAP-BEP	ref	ref
Bac pro	0.772***	0.662***
Bac techno	0.846***	0.951***
Bac général	0.688***	1.381***
Apprentissage	0.456***	0.330*
Spécialité de formation : générale	ref	ref.
Industrielle	-0.462*	0.0354
Tertiaire	-0.343*	-0.199
Femme	-0.582***	-0.444***
Origines sociales : les 2 parents n'ont jamais travaillé (à la fin des études)	ref	.
1 parent ouvrier ou employé, l'autre n'a jamais travaillé	0.155	-0.0481
2 parents ouvriers ou employés	0.198	-0.0141
1 des 2 parents au moins agriculteur, autre *infra*	0.551	0.857*
1 des 2 parents au moins ACCE, autre *infra*	0.554*	0.266
1 des 2 parents au moins PI, autre *infra*	0.285	0.165
1 des 2 parents au moins cadre, autre *infra*	0.329	0.247
2 parents cadres	0.726*	0.0654
Pays d'origine des parents : 2 parents français	ref	ref
2 parents Maghreb ou Afrique	0.246	0.119
1 parent français et 1 parent Maghreb ou Afrique	0.322	-0.0233
Autres origines	-0.0567	-0.218
Temps d'accès au 1e emploi en nombre de mois	-0.0471***	-0.0183***
Nombre de mois au chômage net du temps d'accès au 1e emploi	-0.0350***	-0.0223***
Nombre de séquence d'emploi nette de la séquence actuelle	-0.0708*	0.0424
Constant	1.110***	1.061***
Emploi non qualifié	**ref**	**ref**

Chômage		
Non diplômé·e·s non qualifié·e·s	-0.0724	0.416*
Non diplômé·e·s qualifié·e·s	0.410*	0.160
CAP-BEP	.	.
Bac pro	0.683***	0.381*
Bac techno	0.869***	0.642*
Bac général	0.551*	1.236***
Apprentissage	0.230	-0.00224
Spécialité de formation : générale	.	.
Industrielle	-0.296	0.161
Tertiaire	-0.426*	-0.0667
Femme	-0.260*	-0.162
Origines sociales : les 2 parents n'ont jamais travaillé (à la fin des études)	.	.
1 parent ouvrier ou employé, l'autre n'a jamais travaillé	-0.364	-0.167
2 parents ouvriers ou employés	-0.209	-0.302
1 des 2 parents au moins agriculteur, autre *infra*	0.352	-0.144
1 des 2 parents au moins ACCE, autre *infra*	-0.234	0.153
1 des 2 parents au moins PI, autre *infra*	-0.381	-0.227
1 des 2 parents au moins cadre, autre *infra*	-0.346	0.369
2 parents cadres	0.195	-0.110
Pays d'origine des parents : 2 parents français	.	.
2 parents Maghreb ou Afrique	0.683*	0.184
1 parent français et 1 parent Maghreb ou Afrique	-0.193	0.638*
Autres origines	0.196	0.132
Temps d'accès au 1e emploi en nombre de mois	0.119***	0.0360***
Nombre de mois au chômage net du temps d'accès au 1e emploi	0.120***	0.0441***
Nombre de séquences d'emploi nette de la séquence actuelle	-0.0780	0.224***
Constant	-1.017*	-2.222***
Inactivité ou formation – reprise études		
Non diplômé·e·s non qualifié·e·s	-0.0823	0.427
Non diplômé·e·s qualifié·e·s	0.447*	0.303
CAP-BEP	.	.
Bac pro	0.0826	-0.191

Bac techno	1.092***	0.541*
Bac général	1.056***	1.266***
Apprentissage	0.113	0.141
Spécialité de formation : générale	.	.
Industrielle	-0.712**	-0.116
Tertiaire	-0.662**	-0.0277
Femme	0.0115	0.000845
Origines sociales : les 2 parents n'ont jamais travaillé (à la fin des études)	.	.
1 parent ouvrier ou employé, l'autre n'a jamais travaillé	0.428	0.750*
2 parents ouvriers ou employés	0.430	0.363
1 des 2 parents au moins agriculteur, autre *infra*	0.530	1.250*
1 des 2 parents au moins ACCE, autre *infra*	0.619	1.046*
1 des 2 parents au moins PI, autre *infra*	0.635*	0.695
1 des 2 parents au moins cadre, autre *infra*	0.877*	0.953*
2 parents cadres	1.241*	0.837
Pays d'origine des parents : 2 parents français	.	.
2 parents Maghreb ou Afrique	0.312	0.747*
1 parent français et 1 parent Maghreb ou Afrique	0.693*	0.549*
Autres origines	0.174	-0.179
Temps d'accès au 1e emploi en nombre de mois	-0.00125	0.000220
Nombre de mois au chômage net du temps d'accès au 1e emploi	-0.0441***	-0.0158**
Nombre de séquence d'emploi nette de la séquence actuelle	-0.111*	0.197***
Constant	-0.807*	-2.363***
Pseudo R2	0.205	0.139
ll	-3552.7	-3275.0
Observations	3543	3543

* p<0.10, ** p<0.005, *** p<0.001

Champ : jeunes au plus détenteurs d'un baccalauréat. Source : Génération 2010 à 7 ans.